

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 31 (1981)
Heft: 4

Artikel: Villes et campagnes en Suisse sous l'ancien régime : quelques variations
Autor: Bergier, Jean-François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-80868>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VILLES ET CAMPAGNES EN SUISSE SOUS L'ANCIEN RÉGIME QUELQUES VARIATIONS¹

Par JEAN-FRANÇOIS BERGIER

Entre le milieu du XVI^e siècle et l'ère des révolutions de la fin du XVIII^e, un assez grand nombre de voyageurs ont visité la Suisse. Hommes d'affaires ou d'Eglise, gens de lettres ou de robe, diplomates ou réfugiés, pionniers d'un tourisme qui n'était pas encore de masse, ces voyageurs n'ont fait le plus souvent que traverser notre pays, sur le chemin de villégiatures qu'ils jugeaient plus attrayantes, ou de curiosités plus spectaculaires. Donc vers l'Italie; ou, en sens inverse, vers Paris, Anvers, Amsterdam, Londres ou Francfort. Pressés d'atteindre leur but, ils traversaient la Suisse aussi vite que leur monture le leur permettait et s'attardaient en tout cas le moins longtemps possible dans la montagne, où le paysage leur apparaissait plus effrayant que sublime, l'air et le climat plus oppressants que purs ... Mais malgré leur hâte et leurs angoisses, leurs étapes helvétiques ne se laissaient pas franchir si vite que ces voyageurs n'eussent le temps de regarder autour d'eux, de bavarder avec les indigènes au hasard des rencontres d'auberge ou de caravane, de se montrer curieux d'un pays qui, en effet, les étonnait fort. «Comparé à d'autres provinces allemandes, ce pays me parut aussi étranger que si je m'étais trouvé au Brésil ou en Chine» (Grimmelshausen, *Les aventures de Simplicius Simplicissimus*, livre V, chap. 1, publiées en 1668-1669). La Suisse étonnait donc les étrangers de passage – sans les émerveiller encore beaucoup – par sa nature, ses lacs et ses rivières, ses montagnes; par ses champs soignés et ses vignes bien alignées; par ses sources d'eau chaude naturelles (rappelons que les bains furent la première, et une fort ancienne attraction touristique de nos régions). Elle les étonnait aussi, et déjà, par la propreté des rues dans les villes et les bourgs. Elle les étonnait ensuite – pour autant qu'ils y aient pris intérêt – par ses singulières structures politiques, déjà reçues par ces étrangers et déjà comprises par

¹ Texte de la conférence donnée le 23 avril 1981 en introduction du Colloque universitaire pour le 500^e anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération, Université de Fribourg. Le titre proposé était «Les rapports économiques et sociaux entre les villes et la campagne en Suisse au cours des temps modernes». J'ai conservé à cette version imprimée le style parlé d'une conférence, et je n'ai pas jugé opportun d'y ajouter des références, qui seraient trop nombreuses – ou résulteraient d'un choix arbitraire.

eux à travers le filtre déformant du mythe et le stéréotype généralisateur du libre peuple des bergers. Cette idée est exprimée constamment dès le XVI^e siècle. La Suisse étonnait encore par l'apparente contradiction d'une société globalement regardée et jugée comme assez fruste, voire un peu sauvage, peu raffinée en tout cas, que ce fût dans ses mœurs ou dans ses goûts (à table notamment), et un peu trop portée sur la consommation de vins pourtant médiocres (de l'avis des dégustateurs étrangers). Une société en outre très militarisée: ceci frappe beaucoup les visiteurs, tels que Montaigne ou Fynes Moryson; militarisée jusque dans ses divertissements collectifs et publics, jusque dans les jeux des enfants. Et pourtant, une société remarquablement policée, où régnaient spontanément l'ordre et la discipline; où les notables s'imposaient moins par la contrainte du pouvoir politique ou économique que par l'exemple (proposé au moins en public) d'une vie simple et digne; où le sens de la solidarité était porté à un haut degré entre tous les membres (ou presque) de la communauté régulière, quel que fût leur rang social. Où l'hospitalité était un honneur. Où paraissait enfin régner une surprenante prospérité ... Et ainsi de suite.

A première vue, cette perception fort banale de la Suisse par ses visiteurs étrangers, tous ces *topoi* enregistrés fidèlement par la littérature de voyage d'alors n'ont pas grand rapport avec le sujet que je suis invité à traiter devant vous. Et pourtant, je crois qu'ils peuvent assez bien introduire ce sujet, à deux niveaux d'approche.

A un premier niveau, ces remarques soulignent (encore une fois: à travers toute leur banalité) la singularité de la Suisse et de ses structures sociales et mentales autant que politiques. Une singularité qui ne s'inscrit pas, pas seulement, dans notre perspective d'historiens, bien après coup, mais une singularité qui a été vécue naguère, vécue par les contemporains de ces temps que nos manuels s'obstinent à dire «modernes». Au XVI^e, au XVII^e, au XVIII^e siècle, la Suisse étonna. Elle étonnera certes encore au XIX^e siècle, elle étonne peut-être encore aujourd'hui, mais par d'autres motifs. Elle étonna alors à travers maints détails du comportement de nos ancêtres, de leur comportement quotidien comme de leur organisation politique et sociale, de leurs rapports entre eux, de leurs rapports avec un écosystème différent de celui des autres pays ou provinces. Je crois donc essentiel de retenir le fait de cette singularité, ressentie dans le champ plus large de la civilisation européenne.

A un second niveau, les observations que je rappelais tout à l'heure signalent une forte difficulté de notre sujet; ou même une difficulté du thème, dans son ensemble, de ce colloque qui nous réunit à Fribourg. Peut-être même nous annoncent-elles une ambiguïté, nous signalent-elles le panneau dans lequel nous essaierons de ne pas tomber. C'est que, curieusement, les voyageurs dont je parlais, ceux d'entre eux qui ont laissé une relation ou tenu des notes de leur chevauchée à travers la Suisse, n'ont en géné-

ral pas établi une distinction entre les villes et la campagne. Ils ont pourtant traversé les deux, s'arrêtant d'ailleurs plus volontiers dans les villes, par commodité. Mais lorsqu'ils parlent de la Suisse, des Suisses, des Cantons, ils mettent tout dans le même baquet. Ils ne tranchent pas entre ce qu'ils observent dans les villes ou ce qu'ils voyent dans les villages. Il y a, certes, des exceptions. Il arrive surtout que deux cités, Bâle et Genève, soient rangées par eux à part. Ce sont en effet, à l'époque, les plus grandes villes, et de loin, que connaissait l'espace suisse; par rapport à la Suisse, ce sont pourtant deux cités marginales d'une certaine façon et dont la seconde n'était encore associée à la Confédération que par des liens de combourgeoisie bilatéraux et assez vagues. Deux cités qui s'imposaient par des vocations, des fonctions internationales bien définies. Elles ont donc attiré l'attention pour elles-mêmes. Mais les autres villes, nullement.

Certes, je l'ai dit en commençant, nous avons affaire au témoignage de gens pressés. De gens qui n'ont pas eu le temps de percevoir toutes les nuances de ce qu'ils observaient du haut de leur cheval et en vitesse. Il n'empêche: ils n'ont rien, ou presque rien remarqué qui ait distingué de façon frappante la ville suisse et la campagne suisse, ni qui ait marqué avec quelque évidence la nature des relations que ville et campagne ont entretenues pendant l'ancien régime. Cette constatation négative m'a intrigué, et je l'ai prise comme point de départ, mais de convergence aussi, des réflexions que je voudrais vous soumettre. Je dis bien: réflexions, ou variations. Le titre qui m'a été assigné pour cette conférence est en effet trop large; il est aussi bien vague. Si je voulais préciser le sens de tous les termes qu'il contient, j'épuiserais le temps qui m'est assigné avant même d'arriver au bout de ce long titre. Moins encore m'est-il permis de traiter mon sujet à la façon d'un rapport, d'un état de la question qui m'imposerait de soulever de multiples aspects – que je ne suis pas sûr de connaître tous.

C'est bien pourquoi je m'en tiens à des réflexions, des variations sur le thème donné. Plus précisément, à une question. Et à deux idées.

La question: *Qu'est-ce que la ville? Qu'est-ce que la campagne* dans la Suisse des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles? Les deux idées: l'une sera celle de *dépendance* – je dis bien dépendance et non interdépendance, et je m'expliquerai dans un instant. L'autre, celle de *symbiose*: cette symbiose qui justifie peut-être que nos touristes de tout à l'heure distinguaient si peu la Suisse urbaine et la Suisse rurale.

Qu'est-ce, donc, que la ville, qu'est-ce que la campagne dans la Suisse d'autrefois?

Je crois d'abord qu'il est faux, ou qu'il est maladroit, d'opposer comme le suggère ma double question la ville et la campagne. Pour deux raisons. D'une part, à la différence des régions d'Europe marquées par la présence de puissantes métropoles urbaines, une telle opposition apparaît finale-

ment peu accentuée en Suisse. C'est ce que ressentait et ce qu'exprimaient par omission nos touristes. Lorsque vous franchissiez la porte d'une de nos villes, le paysage changeait, certes; aux champs, aux prairies et aux bois succédaient les rangées des maisons, étroites et serrées. Mais l'atmosphère, mais l'esprit, l'attitude, la réaction des personnes rencontrées ne changeaient pas tellement. C'est une première raison. L'autre, c'est que notre pays, comme la plus grande partie de l'Europe, est encore dans les siècles qui nous retiennent un espace essentiellement rural. L'agriculture (au sens large) reste l'activité productrice, ou même l'activité économique majeure, celle qui emploie de beaucoup le plus de bras – sans doute entre 80 et 90% de la population résidente active, encore vers 1700. Même les villes, les petites villes en tout cas, participent de cette activité-là. Cette situation change quelque peu, il est vrai, dès le milieu du XVIIIe siècle, peut-être même dès 1720/40 – mais n'importe: le fait demeure, en Suisse comme ailleurs, d'une société rurale, avec ces cas particuliers, avec ces îlots d'activités artisanales, commerciales ou administratives que sont les villes. Il ne s'agit donc pas d'opposer ville et campagne, mais bien de les articuler dans un espace qui est d'abord et surtout campagne.

La question se ramène dès lors à celle de la nature et à celle de la mesure du *tissu urbain suisse* dans cet espace. Mais c'est une immense question. Une question qui n'est pas résolue dans le présent – un des groupes de travail de notre colloque en va débattre. Comment le serait-elle mieux pour un âge où les réalités n'étaient nullement plus simples qu'aujourd'hui (comme une illusion d'optique peut le laisser croire) et où l'appareil d'informations auquel nous pouvons nous référer est cruellement lacunaire? Quelques points de repère sont tout de même accessibles. Arrêtons-nous un instant à la taille des villes.

Nous trouvons les deux plus ou moins «grandes» villes que j'ai déjà nommées: Bâle et Genève. Bâle avait pu compter 8 à 10 000 habitants au XVe siècle, peut-être jusqu'à 12 000 à l'époque du Concile. Elle n'en avait que 15 000 trois bons siècles plus tard, lors du recensement de 1779. Toutes variations mises à part, la croissance bâloise dans les siècles qui nous intéressent fut donc vraiment faible. Celle de Genève fut plus énergique. Sans retenir ni les crises démographiques qui l'ont affectée, ni les fortes poussées momentanées des refuges huguenots, nous pouvons accepter pour Genève, avec Louis Binz et Alfred Perrenoud, les évaluations suivantes: 4000 habitants en 1407, mais déjà près de 10 000 en 1464; 16 000 un siècle plus tard (1570); stagnation tout au long de XVIIe siècle, puis nouveau démarrage: 20 000 vers 1720, près de 30 000 en 1790.

Mais le bout du Léman, c'est l'exception – et ce n'est pas encore la Suisse. C'est la cité des foires, la citadelle de Calvin et du Refuge; l'orgueilleuse Seigneurie où la Rome protestante fait bon ménage avec le haut négoce, la dorure, l'indiennerie et la «Fabrique» chère à J. J. Rousseau –

entendez l'horlogerie. Et c'est la ville sans territoire rural, ou presque. C'est l'exception qui confirme la règle: une règle qui veut que, sur le plateau, les villes soient à l'image de l'exiguïté de leur territoire immédiat. De très petites villes. Aucune, sous l'ancien régime, ne dépasse 5000 âmes, et encore. Lors du recensement de 1798, on ne comptait qu'une dizaine de localités atteignant ce niveau dans la Confédération d'alors, dont deux n'y avaient accédé qu'au cours des toutes dernières décennies, Herisau et Altstätten SG. Mais la plupart des villes sont plus modestes encore, entre 1000 et 2000 habitants, ou même moins.

La plupart. Car pour être petites, ces villes (pourvues des droits et des structures qui les font admettre comme telles) sont en revanche fort nombreuses. C'est bien là la singularité du paysage sur le plateau suisse: les villes constituent un tissu urbain atomisé. Ou pour emprunter une image à la chimie plutôt qu'à la physique, c'est une émulsion, où les villes-particules sont dispersées dans le milieu en phase continue qui est celui de l'espace rural. C'est là une réalité médiévale déjà; mais qui changera très peu avant l'ère de l'industrialisation; et même aujourd'hui, elle reste un trait caractéristique du peuplement helvétique. Quoi qu'il en soit, c'est ce nombre des villes – et non pas l'ampleur de chacune d'elles – qui confère au plateau suisse, depuis le Moyen Âge, une densité urbaine tout de même remarquable, certainement bien supérieure à la moyenne européenne. Mais c'est, prise globalement, une densité assez trompeuse, puisque le grand nombre de ces «villes» se fondent dans le paysage environnant et surtout, mènent des activités qui les intègrent à peu près complètement dans une économie agricole.

Ceci concerne le plateau, du Léman au Lac de Constance; mais laisse de côté une partie de notre pays pourtant considérable en superficie comme en importance politique, sociale et économique: le milieu alpin. Un milieu différent en ce sens que le tissu urbain ne s'y est développé que plus tard (sauf les bourgs épiscopaux ou monastiques) et qu'il y fut, par contrainte de la nature, beaucoup plus lâche. Au creux des vallées, les villes sont restées aussi petites que sur le plateau (même Lucerne, Sion, Coire ou Glaris), mais plus éloignées les unes des autres.

Voilà pour la *mesure* de ce tissu urbain suisse. Car je ne puis m'arrêter plus longtemps aux raisons de sa singularité qui d'ailleurs, pour l'essentiel, remontent plus haut que les siècles que j'ai à considérer ici. Quant à la *nature* de ce tissu, je veux dire, les fonctions de la ville dans son rapport avec la campagne, je vais y faire référence à l'appui des deux idées qu'à présent je me propose de vous soumettre.

Il en va de ces idées comme de toutes les idées: lancées à brûle-pourpoint, dégagées de tout un contexte que je n'ai pas le temps d'explorer avec vous, elles s'offrent à la discussion, elles attendent mille et une nuances que suggère la diversité des situations dans l'espace – un espace tout de même riche

en contrastes – et dans le temps – celui de trois siècles qui n'ont pas été immobiles. Je vais essayer de tenir compte aussi de cette évolution, mais à trop gros traits seulement.

La première idée est celle de la *dépendance*: celle des campagnes à l'égard des villes. La dépendance, un peu dans le sens que les historiens américanistes donnent au concept de *dependencia* dans l'analyse des rapports du continent latino-américain à l'égard du monde industriel. J'indique tout de suite que je ne vais pas retenir ici les aspects politiques et institutionnels du problème, la sujétion de certaines campagnes à l'égard de la seigneurie urbaine, du type fribourgeois, bernois ou zurichois. Ce sont des aspects que je me permets de supposer connus. Ils n'en forment pas moins une toile de fond, une donnée variable, mais toujours présente, de mon problème.

Déjà cependant, une nuance s'impose. La dépendance dont je parle n'est pas générale; elle n'est surtout pas absolue. D'abord parce que la ville dépend aussi, à certains égards que je vais rappeler, de la campagne. Ensuite, parce que cette dépendance n'a pas été un fait constant de notre histoire économique et sociale. C'est justement un fait qui se met en place au début de notre période, qui évolue dans sa nature pendant le déroulement de celle-ci et subit vers sa fin (et au XIX^e siècle) une profonde mutation qui n'en altère pourtant point la réalité. Cette dépendance est donc bien un trait majeur, significatif, de cette période. Je voudrais l'illustrer à travers quelques fonctions qu'a exercées la ville à l'égard de la campagne. Quelques fonctions socio-économiques – il y a en a certes beaucoup d'autres, mais celles que je vais évoquer me paraissent les plus intéressantes du point de vue qui nous occupe ici.

Je retiens d'abord la fonction la plus naturelle et la plus évidente: c'est la fonction de *marché*, au sens le plus concret, celui du lieu où l'on vient pour vendre son produit ou pour acheter; pour échanger donc des biens. Mais pour échanger aussi un tas d'autres choses, plus ou moins consciemment: des nouvelles, des coutumes, des modes, des impressions, des affections ou des haines. Je crois qu'on ne saurait insister assez sur ce rôle socio-culturel du marché. Et là, assurément, le paysan est dépendant, il reçoit plus qu'il ne donne.

Le système commercial des marchés dans la Suisse d'ancien régime a fonctionné par une série de relais. Le temps des grandes foires n'est plus. Celles de Genève ont décliné dès les années 1460; elles ont repris quelque élan de 1480 à 1515 sous l'influence d'hommes d'affaires d'Allemagne, et encore autour de 1540; mais elles ne sont plus alors que l'ombre d'elles-mêmes et disparaissent discrètement après 1550. Celles de Zuzach, à l'autre bout du plateau, auront la vie beaucoup plus longue, mais dans l'orbite des grandes foires allemandes. Leur rôle dans le pays et pour son économie est resté limité. Le système qui se met en place au XVI^e siècle

(pour autant qu'il n'existât pas avant déjà) est formé d'une constellation de marchés assez étroitement locaux. Il n'est guère de ville qui n'en comporte un. Les produits de la campagne destinés à l'exportation, ou à une consommation sur un rayon plus large que local – par exemple les fromages – y sont ramassés par les marchands d'un centre plus important, où ils sont pris en charge par les négociants en gros. Pourtant, de plus en plus, ces négociants traitent directement avec l'entrepreneur qui assure ou qui contrôle la production. Le marché traditionnel est en quelque sorte court-circuité.

De sorte que le marché n'est plus guère qu'un agent local des échanges. Mais un agent actif. Aussi nécessaire, d'ailleurs, à la ville qui l'abrite qu'à l'arrière-pays rural. De la ville, il est souvent la principale raison d'être, ou de subsister en tant que telle. Pour les quelques cités plus importantes, le marché est l'instrument, et une manière de garantie, d'un ravitaillement plus ou moins régulier en denrées de première nécessité: en grains et en vins, en viandes et en produits laitiers, en fourrage pour les chevaux, en bois de chauffage et en matériaux de construction, etc. Pour la campagne, le marché c'est bien évidemment la possibilité d'écouler les produits disponibles (après autoconsommation et versement des rentes et dîmes en nature), de les écouler aux moins mauvaises conditions possibles; d'en tirer quelques *batz*; d'acquérir en retour les outils et les ustensiles que le paysan ne peut fabriquer lui-même, ni obtenir dans son village; d'acheter un peu de tissu, de ruban peut-être. Mais aussi du blé – s'il est éleveur, en montagne; et du sel pour ses bêtes, vives ou écorchées et qu'il faut mettre en conserve. Et ainsi de suite.

A première vue donc, ville et campagne sont complémentaires, et le marché est l'agent de cette complémentarité. Il y aurait interdépendance. Eh bien justement: non. Il n'y a pas, où il n'y a plus interdépendance. Il n'y a plus qu'une dépendance de la campagne.

Au Moyen Âge – je veux dire depuis le XIII^e siècle certainement et jusque dans la première moitié du XVI^e – c'étaient les villes qui dépendaient étroitement de leur campagne proche. Elles n'avaient à manger que ce que les paysans d'alentour, ou les bergers des montagnes les moins éloignés, pouvaient apporter. Et c'était souvent à ces paysans et à ces bergers qu'appartenait l'avantage. C'étaient eux (je simplifie, mais à peine) qui fixaient les conditions du marché. Or, peu à peu, nos villes ont appris à se mieux défendre contre la menace des disettes. Leur gouvernement s'est préoccupé de contrôler les prix, d'assurer le ravitaillement, d'abord en passant par des intermédiaires, des marchands, mais en affectant une partie des recettes publiques à la constitution de réserves. Puis en administration directe; c'est autour de 1600 que se mettent en place les Chambres des blés ou autres noms qu'ont pu porter, sous l'ancien régime, ces administrations spécialisées. Les gouvernements des cités de quelque importance suivent avec attention le marché, même international, négocient des achats à

l'étranger et des droits d'exportation ou de passage ... Toute une politique qui n'est pas dirigée contre la campagne, certes non, mais dont celle-ci est pourtant victime dans la mesure où elle perd voix au chapitre. Elle continue de ravitailler la ville, je dirai en priorité. Mais désormais, aux conditions de la ville.

Sur les autres sujets de dépendance que je voudrais retenir, je serai moins disert. Le deuxième est d'ailleurs assez connu, et s'accroche directement à mon propos précédent. C'est *l'appropriation de la campagne par les bourgeois* des villes. On sait l'ampleur qu'elle a prise. On sait aussi que le phénomène démarre bien avant, dès le XIII^e siècle à Fribourg, plus souvent au XIV^e. Mais il s'accroît nettement pour certaines villes – telle Genève – autour de 1500. Il devient considérable aux XVII^e et XVIII^e siècles. La terre apparaît comme le placement par excellence pour les revenus de la bourgeoisie. Non pas le meilleur: la spéculation sur les affaires du grand négoce, sur le commerce colonial, sur l'argent, promet davantage. Mais la terre est plus sûre. Elle met aussi à l'abri des panes de ravitaillement. Et si le cœur vous en dit, ou les plaisirs champêtres, ou un goût du prestige que les ordonnances somptuaires rognent en ville, vous pouvez bâtir sur votre domaine de campagne et vous aménager pour l'été une résidence secondaire, comme on dit aujourd'hui. Elle deviendra même, au XVIII^e siècle et pour d'assez nombreuses familles riches, la résidence principale – plus spacieuse et plus saine.

Cette appropriation s'est faite en général par cercles concentriques. D'abord celle des banlieues de la ville, transformées en jardins, en vergers, en vignes – en terre d'exploitation intensive et d'un bon rapport même pour de petites parcelles. Puis la campagne proprement dite, un peu plus loin. Enfin, même la montagne, même les alpages, qu'investissent les bourgeois de Glaris (qui sont à portée), ou de Fribourg, de Berne, voire de Bâle (qui le sont moins). Appropriation qui n'a pas été forcément maléfique pour la campagne et ses paysans: un patron bourgeois à qui l'on paie un fermage n'est pas pire qu'un seigneur. Mais la dépendance est toujours là – cette fois à l'égard de la ville.

C'est *l'emploi* – le marché de l'emploi – qui constitue la troisième fonction de la ville, et un troisième sujet de dépendance. C'est aussi un fait nouveau, mais de quelle dimension, pendant les trois siècles qui nous occupent. Jusque-là, c'est à dire au Moyen Âge, la ville offrait des emplois aux gens, aux jeunes gens de la campagne, dans toutes sortes de métiers. La ville était accueillante, jusqu'à un certain point. Elle y trouvait d'ailleurs son avantage, et c'est grâce à un certain exode rural que les villes ont pu se former, se développer, se maintenir. Un exode de toute façon modéré, limité par la petitesse des tailles que, nous l'avons observé, ces villes pouvaient se permettre. Elles n'ont d'ailleurs pas toujours réussi, au XV^e siècle, à absorber le surplus de main-d'œuvre qui, surtout, descendait de la montagne.

Mais au XVI^e siècle, les villes sont saturées. Nous avons vu qu'elles croissent fort peu durant les temps modernes. Et ce peu est largement couvert désormais par le mouvement démographique naturel. Le développement des villes a dès lors sa dynamique propre, qui rejette (au sens propre, au sens policier du mot) les surplus immigrés. A une campagne et surtout à une montagne manifestement surpeuplées (car l'élevage retient peu de main-d'œuvre), la ville n'offre plus d'emploi. En revanche, elle en procure. La ville (ou, soyons précis, quelque-unes d'entre elles, les chefs-lieux des cantons catholiques, et Berne) deviennent des bureaux de placement – pour le compte d'employeurs étrangers. C'est toute l'histoire du *service mercenaire*, qui se doit d'être évoquée ici: car c'est un gros facteur de la dépendance. Le service mercenaire avec les énormes profits que vous savez et pour qui vous savez – pour les villes ...

Avec le service mercenaire, les villes qui en furent l'instrument pratiquèrent l'exportation de la main-d'œuvre campagnarde. Est-ce que ce fut aux dépens, ou au bénéfice de la campagne? Je ne me prononce pas. Du point de vue matériel, social, et même culturel, je crois que ce fut pour la campagne, surtout pour la montagne, sinon une bonne affaire, du moins un moindre mal. Ce qui reste certain, c'est que cette pratique a accru la dépendance. Mieux encore, elle a introduit de façon radicale et définitive la dépendance de cette partie de la campagne qui est dans les Alpes – la montagne. Une partie qui jusque-là, jusqu'à la génération qui sépare Morat de Marignan, avait su rester libre à tous égards. C'est le grand renversement de notre histoire, où les pays de montagne entrent dans la voie du sous-développement à travers la dépendance.

Or, à partir du XVII^e siècle vient s'introduire un autre type d'emploi créé par la ville et pour son profit – mais non dans son sein. C'est l'*industrie*, avec le *Heimarbeit*. A l'inverse du service mercenaire, les personnes ne sont plus exportées, elles sont fixées chez elles par le travail qu'on leur apporte. Du point de vue qui nous retient, l'effet est pourtant sensiblement le même: il accuse une fois de plus la dépendance. Bien sûr, il l'accuse autrement. Il évite le déracinement, l'émigration des hommes jeunes, les déséquilibres démographiques qui en résultent. Il engage d'ailleurs les femmes autant que les hommes, ou même davantage. Il concerne aussi d'autres espaces, ceux que le service mercenaire avait peu ou n'avait pas affectés. Ce qui explique que pendant plus d'un siècle, jusque vers 1750, les deux systèmes ont pu fonctionner concurremment.

L'industrie à domicile n'a cependant pas renforcé seulement la dépendance par l'emploi, mais aussi par l'argent. Elle a induit un mouvement d'espèces nouveau non dans sa réalité (la monétarisation des campagnes est bien plus ancienne), mais dans son ampleur. Ce qui m'amène tout droit à un autre sujet de dépendance: *l'endettement paysan*. Je ne m'y arrête pas. Parce que si les sujets précédents de dépendance étaient relativement bien

connus, celui-ci l'est encore fort mal. Il mériterait pourtant beaucoup d'attention, et j'attire celle des jeunes historiens qui me liront peut-être. C'est un sujet mal commode, d'approche un peu austère sans aucun doute. Mais quel univers ne pourrait-il révéler sur l'existence paysanne de nos cantons et sur la nature profonde et quotidienne des rapports entre ville et campagne sous l'ancien régime! Une mesure du montant global de la dette et de ses variations ne sera, je pense, jamais possible. Mais la force des liens créés par l'argent dans ces temps – à cet égard des temps vraiment modernes – m'apparaît étonnante. Non plus les liens collectifs et un peu anonymes entre *la* ville et *la* campagne, mais des liens personnels entre le maître et le fermier, l'acheteur et le fournisseur, le créancier et le débiteur. Une dépendance, mais une dépendance intime.

Il me faut appeler enfin un dernier facteur de cette dépendance, qui est l'*exercice de la justice*. N'ai-je pourtant pas annoncé tout à l'heure que je ne m'arrêterai pas aux aspects institutionnels? C'est que, si j'en viens à parler de la justice, c'est moins au fonctionnement, au mécanisme législatif de celle-ci que je pense qu'à sa dimension sociale, ou mieux encore mentale. Il s'agit de la dépendance vécue par les justiciables, donc en fait tout le monde, à l'égard du for où s'exercent, avec autorité, les fonctions du juge dans la société d'ordre. Or, ces fonctions avaient été exercées jadis, au Moyen Age, sur place, dans le cadre de la seigneurie; elles constituaient une responsabilité et un privilège du seigneur. Avec le rachat, ou la conquête, des droits seigneuriaux par les villes, la justice s'est transférée elle aussi vers ces dernières. Si au Moyen Age, entre la ville et la campagne se dressait le château et son pouvoir, les temps modernes ont annulé les effets de cette sorte de médiation. En prenant à leur compte l'exercice de la justice, les villes ont assis leur autorité sur la campagne, de la façon la plus consciente d'ailleurs. Et la campagne vit, ou subit non moins consciemment et non moins profondément cette forme-là de dépendance. Elle me paraît donc, elle aussi, parfaitement significative de la structure des relations villes – campagne sous l'ancien régime. Car l'exercice de la justice, c'est finalement le contrôle en prise directe et quasi quotidienne de toute la vie sociale. C'est l'arbitrage de tous les menus conflits de l'existence villageoise. Un arbitrage exercé désormais en ville et par elle. Là encore, ce transfert ne peut être regardé nécessairement comme un inconvénient pour le justiciable des campagnes; la justice urbaine n'est *a priori* ni plus ni moins arbitraire que l'ancienne justice seigneuriale. Mais le phénomène n'a pas manqué de cristalliser le sentiment de dépendance. Entre la ville et la campagne, il a creusé un fossé – c'est ce que l'on peut constater à travers les événements dramatiques de la révolte paysanne de 1653.

A ce point, ne suis-je pas déjà en coquetterie avec la seconde idée que je voudrais proposer, après celle de la dépendance, et qui est celle de *symbiose* entre les villes et les campagnes? Il me semble que mes remarques,

jusqu'ici, conduisaient à cette idée, sur laquelle je puis donc (et je dois) être bref – elle me servira de conclusion.

J'avoue éprouver quelque difficulté à formuler cette idée-là, à préciser, comme vous l'attendez, ce que c'est que cette symbiose. C'est que celle-ci ne se situe plus tout à fait au niveau des faits objectifs, de ceux que nous pouvons documenter, chacun d'eux pris isolément. C'est une réalité pourtant, parce que c'est une perspective vécue. C'est un phénomène d'ordre mental. C'est, si vous voulez, une prise de conscience, chez le citadin et chez le campagnard, des vertus de l'autre; de leurs différences qui sont séduisantes (souvent), mais aussi des identités qui les rassemblent. Ce n'est plus affaire d'habitat, de métier, de rang social, de pouvoir politique, de responsabilités formelles: ces facteurs-là restent encore très clairement distincts. C'est plutôt – si vous me pardonnez une image un peu sentimentale et moralisatrice trop à la mode aujourd'hui – une *affaire de regards*.

Regard du campagnard sur la ville, d'abord. Il faut reconnaître que nous ne le percevons guère. Avant le XVIII^e siècle, les témoignages authentiques (je dis bien: authentiques) sont fort rares, pas seulement en Suisse. Ceux que nous recueillons sont occultés par un trop long contact avec la vie et avec la culture urbaine, la culture lettrée, ils déforment la naïveté du regard originel. Mais je ne pense pas me tromper beaucoup en disant que c'était un regard sans surprise, et sans trop d'émerveillement. Un regard sur quelque chose de familier, de voisin, de banal. La densité du tissu urbain sur le plateau mettait une ville à portée de vue presque de chaque paysan. Un paysan qui pouvait y venir sans perdre plus d'une journée, ou plus de quelques heures. Il y rencontrait des visages connus, des gens proches de lui. La ville était trop petite aussi pour qu'il pût s'y perdre; elle ne lui inspirait certainement pas d'autre respect que celui du maître de sa terre, d'autre crainte que celle du percepteur et autre décimateur, des gendarmes ou du lieutenant de justice ... Ainsi le campagnard, en confiance avec sa ville, pouvait se sentir attiré par «le charme discret de la bourgeoisie», si fermée que celle-ci lui restât. Le cas du montagnard qui descend en ville est sans doute un peu différent, son regard plus distant. Mais pas trop.

Le regard du citadin vers la campagne est plus facile à suivre. Et ce regard se transforme assurément au cours des siècles que nous considérons. Il est encore, au début, méfiant et hautain. Le citadin, hors de ses murs, se sent dans un milieu hostile, où tout lui est bizarre, étranger et méprisable. Ces sentiments commencent à changer dès lors que le bourgeois achète des terres au-dehors, s'intéresse à leur bonification, s'y rend souvent. Au XVI^e siècle, le jardinage est à la mode. La saison des récoltes attire le bourgeois, à des fins de contrôle, mais aussi parce qu'il aime à participer aux vendanges, à vivre la liesse et la fièvre qu'engendre ce rite mystérieux et fascinant où s'associent l'homme et la nature. Et lentement, l'enfant de la ville découvre cette nature. Il se prend à l'aimer, et l'adopte pour y vivre, une

partie de l'année au moins. J'abrège beaucoup ce processus, qui fut lent. Mais voici un autre signe: la mise en nourrice, cette habitude que connaissent bien les historiens démographes. Ne traduit-elle pas aussi une prise de conscience, une mise en confiance?

Dès lors donc, très progressivement, entre nos petites cités et la campagne devenue familière et hospitalière, l'osmose se fait, la symbiose se réalise. Avec des niveaux qualitatifs différents, c'est pourtant une même culture, un même esprit qui vient à régner, de part et d'autre des murs. Le fait religieux n'est pas étranger non plus à cette évolution, du côté protestant surtout. Et je crois que ceci est aussi vrai, quoique à un moindre degré, pour quelques-unes des régions de montagne à l'égard de leurs villes.

Il suffit. Si mon idée est juste, elle ouvre de larges perspectives à l'interprétation de notre histoire. Elle rend compte à la fois d'un équilibre sociologique original – il étonnait – et maintenu tant bien que mal jusqu'à nous; mais encore de la solidité du lien fédéral entre gens aptes à se haïr, parfois, mais quand même à se comprendre. Du même coup, n'explique-t-elle pas cette identité de tous les Suisses, implicitement suggérée par les témoignages des touristes d'alors, de ces voyageurs que j'évoquais au seuil de cette conférence?